

3 juillet 2009

Honduras : les mauvaises raisons (inavouables) des militaires putschistes

Eva GOLINGER

Base militaire US au centre du coup d'état perpétré au Honduras. Le projet de mettre fin à la présence militaire US au Honduras, peut être la cause du coup d'état.



Le président Manuel ZELAYA séquestré dans le palais présidentiel, sa résidence et emmené de force à la base militaire Hernan Acosta Mejias dans la banlieue de Tegucigalpa dans la nuit du dimanche 28 juin. Après un temps sur la base, il est ensuite envoyé au Costa-Rica dans l'avion présidentiel. Il y a été reçu pendant que se poursuivait brutalement le coup d'état dans son pays. Les militaires des Etats Unis et leurs représentants à Tegucigalpa avaient parfaitement connaissance des faits.

Les USA possèdent une base militaire au Honduras, à SOTO CANO (97 km de la capitale, base qui fonctionne depuis 1981, (sous Reagan). Elle fut d'abord utilisée par le colonel us Oliver North comme base opérationnelle de la « contra » nicaraguayenne, force paramilitaire entraînées et financées par Washington pour faire la guerre aux mouvements de gauche en Amérique Centrale et tout particulièrement contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

C'est depuis Soto Cano que la *Contra* lançait ses attaques terroristes, ses escadrons de la mort et toutes les missions spéciales qui consistaient en des milliers d'assassinats, de disparitions forcées, de tortures, de populations terrorisées dans toute l'Amérique centrale,

La base de Soto Cano est le siège des forces de mission communes « bravo (JTF-B) des USA composée d'effectifs de l'armée, des forces de l'air, des forces de sécurité communes et du premier bataillon-régiment 228 de l'aviation us ce qui représente environ 600 personnes au total et 18 avions de combat, y compris des hélicoptères UH60 BlackHawk et CH47 Shinock.

Soto Cano est également le siège de l'Académie d'Aviation hondurienne, Plus de 650 citoyens nord-américains et honduriens vivent en permanence à l'intérieur de la base. En 2005, on commença à y construire des logements et des appartements, résidence pour la troupe et les officiers.

La constitution du Honduras ne permet pas légalement la présence militaire étrangère dans le pays. Un accord « d'entraide » entre les deux pays, autorise cette présence stratégique comme un accord semi-permanent. Cet accord fut réalisé en 1954 en contrepartie de l'aide militaire que les usa fournissaient au Honduras.

Chaque année, Washington autorise des millions de dollars d'aide militaire et économique à ce pays, le troisième plus pauvre du continent. Cet accord peut être retiré sans préavis.

Le 31 mai 2008, le président Manuel Zelaya annonça que Soto Cano (Palmerola) serait utilisée pour des vols commerciaux internationaux. La construction du terminal aérien civil a été financée par des fonds de l'ALBA.

Le commandant de l'aviation du Honduras, le général Luis Javier Suazo, a étudié en 1996 dans la fameuse Ecole des Amériques montée et maintenue par les USA en Amérique Centrale. Le chef d'état-major le général Romeo Vasquez, destitué par le président le 24 juin et principal acteur du coup d'état est également « diplômé » de la même école. Tous deux entretiennent d'étroites relations avec les militaires US de Soto Cano.

Bien que le Honduras dépende économiquement des USA, les relations diplomatiques ont commencé à se détériorer dans ces derniers mois. Le président Zelaya a félicité Obama en novembre pour sa victoire électorale qu'il qualifié « d'espoir pour le monde entier ». Mais deux mois plus tard, Zelaya envoya à Obama une lettre personnelle dans laquelle il accusait les USA d'interventionnisme et il appelait le nouveau gouvernement à respecter les principes de non-ingérence dans la politique des autres nations.

Zelaya a également demandé aux Etats-Unis de revoir sa politique d'immigration et de visas utilisée comme pression contre ceux qui ont des croyances différentes et des idéologies qui ne représentent pourtant aucune menace pour les USA. Zelaya ajoutait même que la lutte légitime contre les trafics de drogue ne devait pas être utilisée comme prétexte pour imposer des politiques interventionnistes aux autres pays. Peu après, Zelaya avec son collègue Ortega du Nicaragua, boycotta une réunion du Système d'Intégration de l'Amérique Centrale (SICA) où le vice-président US Joe Biden devait être présent.

Washington a admis avoir eu connaissance préalable du coup d'état au Honduras depuis plus d'une semaine. Dans des déclarations faites à la presse, lundi dernier, deux porte-parole du Département d'Etat ont commenté que leur ambassadeur et une équipe de diplomates US « étaient en conversations » avec les principaux acteurs du putsch depuis un mois. Ces conversations se sont intensifiées durant la dernière semaine puisque l'ambassadeur Hugo Llorens s'est réuni trois fois avec les militaires putschistes et les groupes civils pour chercher une autre sortie de crise.

L'administration Obama a condamné le coup d'état mais d'une manière très mesurée en le qualifiant comme une action qui évolue en coup d'état mais en confirmant que légalement, on ne le considère pas comme tel. Cette ambiguïté permet aux USA de maintenir les liens diplomatiques avec le gouvernement de fait, reconnaître le gouvernement putschiste et maintenir son aide militaire et économique à ce pays. En qualifiant les faits de coup d'état, la loi des Etats Unis obligerait son administration à rompre les relations diplomatiques et à suspendre son aide.

Il semble évident que Washington ne tient pas à risquer la fermeture de sa base de Soto Cano et l'expulsion de ses 600 militaires. De plus, la majorité des forces armées honduriennes qui ont pris part au coup d'état sont des alliés et des partenaires

importants pour le Pentagone. Les actions du président Zelaya pour construire un aéroport civil et commercial à Soto Cano, d'y autoriser des vols internationaux commerciaux, réalisé avec des fonds de l'ALBA, peuvent s'interpréter facilement comme une menace à la présence militaire us future au Honduras. Avec de nombreuses autres raisons, cela explique l'ambiguïté publique d'Obama face au coup d'état au Honduras.

Eva GOLINGER

ARTICLE ORIGINAL

<http://telesurtv.net/noticias/contexto/1068/base-militar-de-eeuu-en-el-centro-del-golpe-intencion-de-expulsar-a-la-presencia-militar-estadounidense-pudiera-haber-sido-causa-del-golpe-militar/>

trado alfare